

Projet de loi portant approbation de la Convention sur les Antilles néerlandaises par la Belgique (12 novembre 1963)

Légende: Projet de loi du 12 novembre 1963 portant approbation par la Belgique de la Convention portant révision du traité instituant la Communauté économique européenne, en vue de rendre applicable aux Antilles néerlandaises le régime spécial d'association défini dans la IVe partie de ce traité, du protocole relatif aux importations dans la Communauté économique européenne de produits pétroliers raffinés aux Antilles néerlandaises, de l'annexe à ce protocole et de l'acte final, signés à Bruxelles le 13 novembre 1962.

Source: Chambre des représentants de Belgique – Projet de loi portant approbation de la Convention portant révision du Traité instituant la Communauté économique européenne, en vue de rendre applicable aux Antilles néerlandaises, le régime spécial d'association défini dans la IVe partie de ce Traité, du Protocole relatif aux importations dans la Communauté économique européenne de produits pétroliers raffinés aux Antilles néerlandaises, de l'Annexe à ce Protocole et de l'Acte final, signés à Bruxelles le 13 novembre 1962. [ONLINE]. [Bruxelles]: Chambre des représentants de Belgique. [01.11.2013]. 12.11.1963. 660 (1963-1964) – N° 1.

<http://www.lachambre.be/digidoc/DPS/K2105/K21051836/K21051836.pdf>.

Copyright: Tous droits de reproduction, de communication au public, d'adaptation, de distribution ou de rediffusion, via Internet, un réseau interne ou tout autre moyen, strictement réservés pour tous pays.

Les documents diffusés sur ce site sont la propriété exclusive de leurs auteurs ou ayants droit.

Les demandes d'autorisation sont à adresser aux auteurs ou ayants droit concernés.

Consultez également l'avertissement juridique et les conditions d'utilisation du site.

URL:

http://www.cvce.eu/obj/projet_de_loi_portant_approbation_de_la_convention_sur_les_antilles_neerlandaises_par_la_belgique_12_novembre_1963-fr-0abdf14b-23eb-4407-8124-815677981aa9.html

Date de dernière mise à jour: 19/12/2013

Chambre des Représentants

SESSION 1963-1964.
12 NOVEMBRE 1963.

PROJET DE LOI

portant approbation de la Convention portant revision du Traité instituant la Communauté Economique Européenne, en vue de rendre applicable aux Antilles néerlandaises, le régime spécial d'association défini dans la IV^e partie de ce Traité, du Protocole relatif aux importations dans la Communauté Economique Européenne de produits pétroliers raffinés aux Antilles néerlandaises, de l'Annexe à ce Protocole et de l'Acte final, signés à Bruxelles, le 13 novembre 1962.

EXPOSÉ DES MOTIFS

MESDAMES, MESSIEURS,

La Convention portant revision du Traité instituant la Communauté Economique Européenne, qui est actuellement soumise aux Parlements des six États-membres de la C.E.E., permettra d'inscrire les Antilles néerlandaises sur la liste figurant à l'Annexe IV du Traité et ainsi de leur rendre applicable le régime spécial d'association défini dans la IV^e partie de ce Traité, selon certaines modalités définies par le Protocole annexé à ladite Convention.

L'admission des Antilles néerlandaises au régime d'association prévu par l'article 136 du Traité — admission réalisée par l'inscription de ce pays sur la liste figurant à l'Annexe IV — constitue une revision du Traité, puisqu'il en modifie une partie intégrante. En effet, les dispositions du Protocole relatif aux importations dans la Communauté Economique Européenne de produits pétroliers raffinés aux Antilles néerlandaises modifient partiellement le régime relatif aux pays et territoires d'outre-mer tel qu'il résulte de la IV^e partie

Kamer van Volksvertegenwoordigers

ZITTING 1963-1964.
12 NOVEMBER 1963.

WETSONTWERP

houdende goedkeuring van de Overeenkomst tot wijziging van het Verdrag tot oprichting van de Europese Economische Gemeenschap ten einde de bijzondere associatieregeling van het IV^e deel van het Verdrag op de Nederlandse Antillen van toepassing te doen zijn, van het Protocol betreffende de invoer in de Europese Economische Gemeenschap van in de Nederlandse Antillen geraffineerde aardolieprodukten, van de Bijlage bij dit Protocol en van de Slotakte, ondertekend op 13 november 1962, te Brussel.

MEMORIE VAN TOELICHTING

DAMES EN HEREN,

De Overeenkomst tot wijziging van het Verdrag tot oprichting van de Europese Economische Gemeenschap, welke voor het ogenblik aan de Parlementen der zes Lidstaten van de E.E.G. wordt voorgelegd, zal het mogelijk maken de Nederlandse Antillen op te nemen op de lijst welke voorkomt in Bijlage IV van het Verdrag. Aldus zal het bijzonder associatieregime, dat in het IV^e deel van dit Verdrag is vastgelegd, op dit land kunnen toegepast worden volgens bepaalde modaliteiten welke voorzien zijn in het Protocol gehecht aan bedoelde Overeenkomst.

De toelating van de Nederlandse Antillen tot het associatieregime voorzien in artikel 136 van het Verdrag — toelating welke verwezenlijkt wordt door de inschrijving van dit land op de lijst welke voorkomt in Bijlage IV — brengt een herziening van het Verdrag met zich, vermits een integrerend deel ervan gewijzigd wordt. Inderdaad, de bepalingen van het Protocol betreffende de invoer in de Europese Economische Gemeenschap van petroleumprodukten welke op de Nederlandse Antillen geraffineerd zijn, wijzigen voor

H. — 16.

du Traité. Aussi la procédure suivie est-elle celle de l'article 236. Cet article prévoit que :

« Le Gouvernement de tout Etat-membre ou la Commission peut soumettre au Conseil des projets tendant à la révision du présent Traité.

» Si le Conseil, après avoir consulté l'Assemblée et le cas échéant la Commission, émet un avis favorable à la réunion d'une conférence des représentants des Gouvernements des Etats-membres, celle-ci est convoquée par le président du Conseil en vue d'arrêter d'un commun accord les modifications à apporter au présent Traité.

» Les amendements entreront en vigueur après avoir été ratifiés par tous les Etats-membres en conformité de leurs règles constitutionnelles respectives. »

Ainsi, à la suite de l'accord qui s'est réalisé pendant l'hiver 1961-1962 au sein du Conseil sur les modalités de l'association des Antilles néerlandaises, le Gouvernement du Royaume des Pays-Bas a demandé, le 4 juin 1962, d'engager la procédure prévue à l'article 236 du Traité et proposé l'ensemble des textes appropriés à cette fin.

La Commission de la C.E.E. puis l'Assemblée ont exprimé les 23 septembre et 18 octobre 1962 un avis favorable sur l'ensemble des textes destinés à mettre en œuvre l'association des Antilles néerlandaises. Le Conseil a pris acte de ces avis et donné, lors de sa session des 22 et 23 octobre, son avis favorable à la convocation d'une conférence des représentants des Gouvernements des Etats-membres. Celle-ci s'est réunie le 13 novembre 1962; les représentants des Gouvernements des Etats-membres ont arrêté et signé la Convention et son Protocole annexe.

Dès lors, il appartient maintenant aux six Etats-membres de ratifier chacun selon leurs règles constitutionnelles respectives, cette révision du Traité.

Tous les Etats-membres se sont félicités de l'élaboration de cette Convention qui aura pour effet d'entraîner l'accession des Antilles néerlandaises au titre d'associé de la Communauté. Ils ont souligné que cette association, du fait notamment du statut des Antilles néerlandaises au sein du Royaume des Pays-Bas, revêtait une signification politique particulière.

L'importance économique de cette association est aussi notable pour les Antilles néerlandaises puisqu'elle apportera une contribution substantielle à son développement économique; les Antilles néerlandaises pourront bénéficier des ressources du Fonds européen de Développement dans le cadre de la quote-part réservée aux pays et territoires ayant des relations particulières avec les Pays-Bas.

Sur le plan tarifaire, l'association des Antilles néerlandaises a pour effet de rendre applicable aux importations en provenance de ce territoire dans les pays de la Communauté les droits de douane que les Six appliquent aux échanges intra-communautaires. En ce qui concerne la Belgique et ses partenaires du Benelux toutefois, il convient de mentionner une particularité qui trouve son origine dans des dispositions spéciales dont bénéficièrent les territoires d'outre-mer avec lesquels la Belgique et les Pays-Bas avaient des liens particuliers (Congo-Léopoldville, Rwanda, Burundi, Antilles néerlandaises, Surinam et Nouvelle-Guinée néerlandaises) lors de la mise en œuvre du tarif commun Benelux, en 1948. Ces dispositions octroyaient une préfé-

een gedeelte het regime met betrekking tot de landen en gebieden overzee zoals dit voortvloeit uit het IV^e deel van het Verdrag. De gevolgde procedure is dan ook diegene welke voorzien is in artikel 236. Dit artikel voorziet het volgende :

« De Regering van elke Lidstaat of de Commissie kunnen aan de Raad ontwerpen voorleggen tot herziening van dit Verdrag.

» Indien de Raad na raadpleging van de Vergadering en, in voorkomende gevallen, van de Commissie, gunstig adviseert ten aanzien van het bijeenkomen van een conferentie van vertegenwoordigers van de Regeringen der Lidstaten wordt deze conferentie door de voorzitter van de Raad bijeengeroepen, ten einde in onderlinge overeenstemming de in dit Verdrag aan te brengen wijzigingen vast te stellen.

» De wijzigingen worden van kracht nadat zij door alle Lidstaten overeenkomstig hun onderscheidene grondwettelijke bepalingen zijn bekrachtigd. »

Nadat tijdens de winter 1961-1962 in de schoot van de Raad een akkoord tot stand kwam over de modaliteiten tot aansluiting van de Nederlandse Antillen, heeft de Regering van het Koninkrijk der Nederlanden aldus op 4 juni 1962 gevraagd de procedure voorzien in artikel 236 van het Verdrag aanhangig te maken en heeft het geheel van de hiervoor geschikte teksten voorgesteld.

De Commissie van de E.E.G. en daarna de Vergadering hebben op 23 september en 18 oktober 1962 een gunstig advies uitgebracht over het geheel van de teksten die bestemd zijn om de aansluiting der Nederlandse Antillen in werking te doen treden. De Raad heeft akte genomen van dit advies en heeft tijdens zijn zitting van 22 en 23 oktober gunstig geadviseerd over het bijeenroepen van een conferentie van vertegenwoordigers van de Regeringen der Lidstaten. Deze conferentie kwam bijeen op 13 november 1962; de vertegenwoordigers van de Regeringen der Lidstaten hebben de Overeenkomst en het hieraan gehecht Protocol gesloten en getekend.

Aldus hoort het nu aan de zes Lidstaten deze herziening van het Verdrag overeenkomstig hun onderscheidene grondwettelijke bepalingen te bekrachtigen.

Alle Lidstaten hebben zich geluk gewenst met het tot stand brengen van deze Overeenkomst, welke de toetreding van de Nederlandse Antillen als geassocieerde bij de Gemeenschap met zich zal brengen. Zij hebben onderlijnd dat deze associatie, gezien onder andere het statuut van de Nederlandse Antillen in de schoot van het Koninkrijk der Nederlanden, een bijzondere politieke betekenis heeft.

De economische draagkracht van deze associatie is ook belangrijk voor de Nederlandse Antillen vermits zij een substantiële bijdrage tot hun economische ontwikkeling meebrengt; de Nederlandse Antillen zullen kunnen genieten van de gelden van het Europees Ontwikkelingsfonds in het kader van het aandeel dat voorbehouden is aan de landen en gebieden welke met Nederland bijzondere betrekkingen hebben.

Op tariefgebied heeft de associatie van de Nederlandse Antillen tot gevolg dat op de invoer uit dit gebied in de landen van de Gemeenschap de douanerechten toepasselijk worden welke voor het handelsverkeer binnen de Gemeenschap van kracht zijn. Wat echter België en zijn Benelux-partners betreft past het een eigenaardigheid te vermelden welke haar oorsprong vindt in de speciale bepalingen waarvan de gebieden overzee genoten welke met België en Nederland bijzondere betrekkingen hadden (Kongo-Leopoldstad, Rwanda, Burundi, Nederlandse Antillen, Suriname, Nederlands Nieuw-Guinea) bij het tot stand komen van het gemeenschappelijk Benelux-tarief in 1948. Deze bepalingen voorzagen een tariefpreferentie voor de invoer

rence tarifaire à l'importation de certains produits provenant de ces territoires pour tenir compte du régime privilégié dont ils jouissaient à leur entrée soit dans l'U.E.B.L., soit aux Pays-Bas, avant la mise en application de ce tarif commun Benelux.

Cette situation privilégiée a été maintenue sous une forme différente depuis la mise en œuvre du marché commun; elle consiste, pour une série de produits intéressant l'économie de ces territoires, soit en l'exemption de droit à leur entrée dans le Benelux, soit en l'application d'une marge de préférence de 50 % ou dans certains cas de 70 %. Toutefois, pour les articles tombant dans cette deuxième catégorie, une distinction fut opérée entre territoires associés au titre de la partie IV du Traité de Rome et territoires non-associés. Pour les premiers, la marge de préférence a été calculée sur base des droits appliqués par le Benelux aux Etats-membres de la C.E.E., tandis que pour les derniers, elle a été établie par rapport aux droits en vigueur pour les pays tiers, lesquels sont plus élevés.

Depuis le 1^{er} septembre 1962, date de l'entrée en vigueur de l'association du Surinam, seules les Antilles néerlandaises parmi les six territoires mentionnés supra, figuraient encore dans la catégorie bénéficiant de la préférence la moins avantageuse; leur association mettra fin à cette situation, il n'existera plus qu'un régime uniforme pour les six territoires, régime plus avantageux que celui appliqué aux Pays-membres de la C.E.E. et aux autres territoires associés.

L'association des Antilles néerlandaises posait toutefois un problème particulier à la C.E.E., compte tenu, d'une part, de la place qu'occupent les produits pétroliers dans les exportations antillaises et de l'importance de la capacité de raffinage installée dans ce pays et d'autre part, du fait que le problème de la politique énergétique commune n'a pas encore été défini, pas plus que les droits du tarif extérieur commun pour le pétrole et les produits pétroliers et enfin, du fait des différences existant actuellement dans les Etats-membres en ce qui concerne la définition de l'origine.

Ce problème est réglé par un Protocole qui prévoit que les Etats-membres s'engagent à accorder, dans des conditions déterminées, aux produits pétroliers raffinés aux Antilles néerlandaises tous les avantages tarifaires résultant de l'association de ces dernières à la Communauté, quelles que soient les règles d'origine appliquées par les Etats-membres.

Ces conditions consistent essentiellement en deux clauses de sauvegarde, l'une communautaire, l'autre nationale, qui ont pour objet, chacune pour sa part, de permettre, par le recours à des mesures tarifaires, le rétablissement de l'équilibre dans le marché pétrolier d'un ou de plusieurs Etats-membres dans le cas où les importations de produits pétroliers raffinés aux Antilles néerlandaises y provoqueraient des difficultés réelles et en tout cas, lorsqu'elles atteindraient les quantités maxima fixées dans le Protocole et dans son Annexe. Ces quantités maxima sont 2 millions de tonnes par an pour ce qui est des importations de la Communauté et 200 000 tonnes pour ce qui regarde l'U.E.B.L.

Le Protocole garantit d'autre part, aux Antilles, en cas de fixation de contingents pour les importations en provenance des pays tiers, le bénéfice de tels contingents.

Il est prévu que cette réglementation ne sera valable que jusqu'au moment où sera établie une politique énergétique ou une politique commerciale commune ou une définition commune de l'origine pour les produits pétroliers. Toutefois,

van bepaalde produkten herkomstig uit die gebieden, dit om rekening te houden met het voorkeurregime waarvan deze produkten genoten bij hun invoer hetzij in de B.L.E.U., hetzij in Nederland vóór dat dit gemeenschappelijk Beneluxtarief van toepassing was.

Deze bevoorrechte toestand werd behouden onder een andere vorm sedert het van kracht worden van de gemeenschappelijke markt; het gaat hier, wat betreft een reeks produkten welke voor de economie van deze gebieden van belang zijn, ofwel om vrijstelling van rechten bij hun invoer in Benelux ofwel om de toepassing van een voorkeurmarge van 50 % die in sommige gevallen 70 % kan bedragen. Nochtans werd voor de goederen welke tot die tweede categorie behoren een onderscheid gemaakt tussen gebieden welke geassocieerd zijn krachtens deel IV van het Verdrag van Rome en niet-geassocieerde gebieden. Voor eerstgenoemde werd de voorkeurmarge berekend op basis van de rechten welke door de Beneluxlanden op de Lidstaten van de E.E.G. werden toegepast, terwijl voor de laatste deze werd vastgesteld met betrekking tot de rechten, welke van kracht zijn voor derde landen en welke hoger zijn.

Sedert 1 september 1962, datum van het van kracht worden van de associatie van Suriname, behoorden van de zes hierboven vermelde gebieden alleen nog de Nederlandse Antillen tot de categorie welke van de minst gunstige preferentie genoot; hun aansluiting zal een einde maken aan die toestand; er zal alleen nog een gelijkvormig regime voor de zes gebieden bestaan en dit regime is voordeliger dan datgene dat wordt toegepast op de Lidstaten van de E.E.G. en op de andere geassocieerde gebieden.

De associatie van de Nederlandse Antillen stelde nochtans een bijzonder probleem aan de E.E.G. Men dient inderdaad rekening te houden, enerzijds, met de plaats welke de aardolieprodukten innemen in de uitvoer van de Antillen en de belangrijkheid van de raffineercapaciteit welke in dit land gevestigd is en anderzijds met het feit dat de gemeenschappelijke energiepolitiek nog niet is vastgesteld evenmin als de rechten van het gemeenschappelijk buitentarief voor aardolie en aardolieprodukten. Ten slotte zijn er nog de verschillende zienswijzen welke de Lidstaten er voor het ogenblik op nahouden wat betreft de bepaling van de oorsprong.

Dit probleem werd geregeld door een Protocol dat voorziet dat de Lidstaten de verbintenis aangaan om, onder bepaalde omstandigheden, aan de aardolieprodukten welke op de Nederlandse Antillen geraffineerd zijn alle tariefvoordelen toe te kennen welke voortvloeien uit de associatie van deze laatste bij de Gemeenschap, welke ook de oorsprongsbepalingen zijn door de Lidstaten toegepast.

Die voorwaarden bestaan hoofdzakelijk uit twee vrijwaringsclausules, de ene gemeenschappelijk, de andere nationaal. Deze vrijwaringsclausules behelzen, elk op haar domein, de mogelijkheid om door tariefmaatregelen het evenwicht op de aardoliemarkt van één of meerdere Lidstaten te herstellen voor het geval dat de invoer van geraffineerde petroleumprodukten uit de Nederlandse Antillen er werkelijke moeilijkheden zou veroorzaken en in elk geval wanneer die invoer de maxima hoeveelheden zou bereiken welke in het Protocol en zijn Bijlage zijn vastgesteld. Deze maxima hoeveelheden bedragen 2 miljoen ton per jaar wat betreft de invoer in de Gemeenschap en 200 000 ton wat betreft de B.L.E.U.

Anderzijds verzekert het Protocol aan de Antillen het genot van contingents, voor het geval dat dergelijke contingents zouden worden vastgesteld voor de invoer uit derde landen.

Er werd voorzien dat deze reglementering slechts geldig zal zijn tot op het ogenblik dat een gemeenschappelijke energie- of handelspolitiek of een gemeenschappelijke oorsprongsbepaling voor de aardolieprodukten zal vastgesteld

il est convenu que dans ces cas, des avantages de portée équivalente seront maintenus aux Antilles néerlandaises, sous une forme appropriée et pour une quantité d'au moins deux millions et demi de tonnes de produits pétroliers par an.

D'autre part, il a été entendu que les accords relatifs à l'association des Antilles néerlandaises ne pourront pas être considérés comme précédents à invoquer à l'occasion de décisions de la Communauté, notamment dans les matières dont il est question ci-dessus.

Enfin, le Protocole charge la Commission de la C.E.E. de suivre le développement des importations dans les États-membres de produits pétroliers raffinés aux Antilles.

Le régime actuel des relations commerciales entre les Antilles néerlandaises et les territoires d'outre-mer associés devenus indépendants ne sera pas affecté par l'association des Antilles à la Communauté; il fera l'objet de négociations ultérieures avec la participation de ces États d'outre-mer.

*Le Vice-Premier Ministre
et Ministre des Affaires étrangères,*

P.-H. SPAAK.

Le Ministre des Finances,

A. DEQUAE.

Le Ministre de l'Agriculture,

CH. HEGER.

Le Ministre des Affaires économiques et de l'Énergie,

A. SPINOY.

*Le Ministre du Commerce extérieur
et de l'Assistance technique,*

M. BRASSEUR.

Le Ministre, Adjoint aux Affaires étrangères,

H. FAYAT.

Le Ministre des Classes moyennes,

A. DE CLERCK.

zijn. Er werd nochtans overeengekomen dat in dergelijke gevallen bepaalde voordelen van dezelfde waarde voor de Nederlandse Antillen zouden gehandhaafd blijven. dit onder een aangepaste vorm en tot beloop van ten minste twee en een half miljoen ton petroleumprodukten per jaar.

Anderzijds werd overeengekomen dat de akkoorden betreffende de associatie van de Nederlandse Antillen niet als precedentes zullen kunnen beschouwd worden, waarop beroep zou kunnen gedaan worden bij het nemen van beslissingen door de Gemeenschap onder andere inzake de materie waarvan hierboven sprake is.

Eindelijk belast het Protocol de Commissie van de E.E.G. met het volgen van de ontwikkeling van de invoer in de Lidstaten van aardolieprodukten welke op de Antillen gefaciliteerd zijn.

Aan het huidig regime van de handelsbetrekkingen tussen de Nederlandse Antillen en de geassocieerde overzeese gebieden welke onafhankelijk geworden zijn wordt door de associatie van de Antillen bij de Gemeenschap niet geraakt; dit zal het voorwerp uitmaken van latere onderhandelingen waaraan die overzeese Staten zullen deelnemen.

*De Vice-Eerste Minister
en Minister van Buitenlandse Zaken.*

De Minister van Financiën,

De Minister van Landbouw,

De Minister van Economische Zaken en Energie,

*De Minister van Buitenlandse Handel
en Technische Bijstand,*

De Minister, Adjunct voor Buitenlandse Zaken,

De Minister van Middenstand,

AVIS DU CONSEIL D'ETAT.

Le Conseil d'Etat, section de législation, première chambre, saisi par le Ministre des Affaires étrangères, le 30 avril 1963, d'une demande d'avis sur un projet de loi « portant approbation de la Convention portant révision du Traité instituant la Communauté Economique Européenne, en vue de rendre applicable aux Antilles néerlandaises, le régime spécial d'association défini dans la IV^e partie de ce Traité, du Protocole relatif aux importations dans la Communauté Economique Européenne de produits pétroliers raffinés aux Antilles néerlandaises, de l'Annexe à ce Protocole et de l'Acte final, signés à Bruxelles, le 13 novembre 1962 », a donné le 6 mai 1963 l'avis suivant :

Le projet n'appelle pas d'observation.

La chambre était composée de

MM. :

J. SUETENS, *premier président*;
G. HOLOYE, *conseiller d'Etat*;
J. MASQUELIN, *conseiller d'Etat*;
P. DE VISSCHER, *assesseur de la section de législation*;
J. ROLAND, *assesseur de la section de législation*;
G. DE LEUZE, *greffier adjoint, greffier*.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M. J. SUETENS. Le rapport a été présenté par M. P. MAROY, auditeur.

Le Greffier,
(s.) G. DE LEUZE.

Le Président,
(s.) J. SUETENS.

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE.

De Raad van State, afdeling wetgeving, eerste kamer, de 30^e april 1963 door de Minister van Buitenlandse Zaken verzocht hem van advies te dienen over een ontwerp van wet « houdende goedkeuring van de Overeenkomst tot wijziging van het Verdrag tot oprichting van de Europese Economische Gemeenschap, ten einde de bijzondere associatieregeling van het IV^e deel van het Verdrag op de Nederlandse Antillen van toepassing te doen zijn, van het Protocol betreffende de invoer in de Europese Economische Gemeenschap van in de Nederlandse Antillen geraffineerde aardolieprodukten, van de Bijlage bij dit Protocol en van de Slotakte, ondertekend te Brussel, op 13 november 1962 », heeft de 6^e mei 1963 het volgend advies gegeven :

Bij het ontwerp zijn geen opmerkingen te maken.

De kamer was samengesteld uit
de HH. :

J. SUETENS, *eerste voorzitter*;
G. HOLOYE, *raadsheer van State*;
J. MASQUELIN, *raadsheer van State*;
P. DE VISSCHER, *bijzitter van de afdeling wetgeving*;
J. ROLAND, *bijzitter van de afdeling wetgeving*;
G. DE LEUZE, *adjunct-greffier, greffier*.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. J. SUETENS. Het verslag werd uitgebracht door de H. P. MAROY, auditeur.

De Greffier,
(get.) G. DE LEUZE.

De Voorzitter,
(get.) J. SUETENS.

PROJET DE LOI

BAUDOUIN, ROI DES BELGES,

A tous, présents et à venir, SALUT.

Sur la proposition de Notre Vice-Premier Ministre et Ministre des Affaires étrangères, de Notre Ministre des Finances, de Notre Ministre de l'Agriculture, de Notre Ministre des Affaires économiques et de l'Energie, de Notre Ministre du Commerce extérieur et de l'Assistance technique, de Notre Ministre, Adjoint aux Affaires étrangères et de Notre Ministre des Classes moyennes,

NOUS AVONS ARRÊTÉ ET ARRÊTONS :

Notre Vice-Premier Ministre et Ministre des Affaires étrangères, Notre Ministre des Finances, Notre Ministre de l'Agriculture, Notre Ministre des Affaires économiques et de l'Energie, Notre Ministre du Commerce extérieur et de l'Assistance technique, Notre Ministre, Adjoint aux Affaires étrangères et Notre Ministre des Classes moyennes sont chargés de présenter, en Notre nom, aux Chambres législatives, le projet de loi dont la teneur suit :

Article unique.

La Convention portant revision du Traité instituant la Communauté Economique Européenne, en vue de rendre applicable aux Antilles néerlandaises, le régime spécial d'association défini dans la IV^e partie de ce Traité, le Protocole relatif aux importations dans la Communauté Economique Européenne, de produits pétroliers raffinés aux Antilles néerlandaises, l'Annexe à ce Protocole et l'Acte final, signés à Bruxelles, le 13 novembre 1962, sortiront leur plein et entier effet.

Donné à Bruxelles, le 8 novembre 1963.

PAR LE ROI :

*Le Vice-Premier Ministre et
Ministre des Affaires étrangères,**Le Ministre des Finances,**Le Ministre de l'Agriculture,**Le Ministre des Affaires économiques et de l'Energie,**Le Ministre du Commerce extérieur
et de l'Assistance technique,**Le Ministre, Adjoint aux Affaires étrangères,**Le Ministre des Classes moyennes,*

BAUDOUIN.

P.-H. SPAAK.

A. DEQUAE.

CH. HEGER.

A. SPINOY.

M. BRASSEUR.

H. FAYAT.

A. DE CLERCK.

WETSONTWERP

BOUDEWIJN, KONING DER BELGEN.

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, ONZE GROET.

Op de voordracht van Onze Vice-Eerste Minister en Minister van Buitenlandse Zaken, van Onze Minister van Financiën, van Onze Minister van Landbouw, van Onze Minister van Economische Zaken en Energie, van Onze Minister van Buitenlandse Handel en Technische Bijstand, van Onze Minister, Adjunct voor Buitenlandse Zaken, en van Onze Minister van Middenstand,

HEBBEN WIJ BESLOTEN EN BESLUITEN WIJ :

Onze Vice-Eerste Minister en Minister van Buitenlandse Zaken, Onze Minister van Financiën, Onze Minister van Landbouw, Onze Minister van Economische Zaken en Energie, Onze Minister van Buitenlandse Handel en Technische Bijstand, Onze Minister, Adjunct voor Buitenlandse Zaken en Onze Minister van Middenstand zijn gelast, in Onze naam, bij de Wetgevende Kamers het wetsontwerp in te dienen, waarvan de tekst volgt :

Enig artikel.

De Overeenkomst tot wijziging van het Verdrag tot oprichting van de Europese Economische Gemeenschap ten einde de bijzondere associatieregeling van het IV^e deel van het Verdrag op de Nederlandse Antillen toepasselijk te maken, het Protocol betreffende de invoer in de Europese Economische Gemeenschap van in de Nederlandse Antillen geraffineerde aardolieproducten, de Bijlage bij dit Protocol en de Slotakte, ondertekend op 13 november 1962, te Brussel, zullen volkomen uitwerking hebben.

Gegeven te Brussel, 8 november 1963.

VAN KONINGSWEGE :

*De Vice-Eerste-Minister en
Minister van Buitenlandse Zaken,**De Minister van Financiën,**De Minister van Landbouw,**De Minister van Economische Zaken en Energie,**De Minister van Buitenlandse Handel
en Technische Bijstand,**De Minister, Adjunct voor Buitenlandse Zaken,**De Minister van Middenstand,*

CONVENTION

portant revision du Traité instituant la Communauté Economique Européenne en vue de rendre applicable aux Antilles néerlandaises le régime spécial d'association défini dans la IV^e partie de ce Traité.

Sa Majesté le Roi des Belges,
Le Président de la République Fédérale d'Allemagne,
Le Président de la République Française,
Le Président de la République Italienne,
Son Altesse Royale la Grande-Duchesse de Luxembourg,
Sa Majesté la Reine des Pays-Bas,

Prenant en considération le Traité instituant la Communauté Economique Européenne, signé à Rome, le 25 mars 1957, ainsi que la Déclaration d'Intention en vue de l'association à cette Communauté des Antilles néerlandaises, faite le même jour par leurs Gouvernements et annexée à l'Acte final de la Conférence intergouvernementale pour le Marché Commun et l'Euratom,

Désireux de placer l'association économique des Antilles néerlandaises à la Communauté Economique Européenne, demandée par le Royaume des Pays-Bas, sous le régime spécial défini à la IV^e partie du Traité assorti de dispositions particulières concernant l'importation dans la Communauté de produits pétroliers raffinés aux Antilles néerlandaises,

Vu l'avis favorable du Conseil en date du 22 octobre 1962 intervenu après consultation de l'Assemblée et de la Commission,

Ont décidé de réviser à cette fin le Traité instituant la Communauté Economique Européenne conformément aux dispositions de son article 236, et ont désigné à cet effet comme plénipotentiaires :

Sa Majesté le Roi des Belges :

M. Henry Fayat, Ministre, Adjoint aux Affaires étrangères;

Le Président de la République Fédérale d'Allemagne :

M. Rolf Lahr, Secrétaire d'Etat au Ministère des Affaires étrangères;

Le Président de la République Française :

M. Jean-Marc Boegner, Ambassadeur, Président de la délégation française auprès de la Conférence;

Le Président de la République Italienne :

M. Carlo Russo, Sous-Secrétaire d'Etat au Ministère des Affaires étrangères;

Son Altesse Royale la Grande-Duchesse de Luxembourg :

M. Eugène Schaus, Vice-Président du Gouvernement et Ministre des Affaires étrangères;

Sa Majesté la Reine des Pays-Bas :

M. H.R. van Houten, Secrétaire d'Etat au Ministère des Affaires étrangères;

M. W.F.M. Lampe, Ministre plénipotentiaire des Antilles néerlandaises,

Lesquels, réunis sur convocation du président du Conseil de la Communauté et après avoir échangé leurs pleins pouvoirs, reconnus en bonne et due forme,

Sont convenus des dispositions qui suivent :

Article premier.

Les Antilles néerlandaises sont inscrites sur la liste figurant à l'Annexe IV du Traité instituant la Communauté Economique Européenne. De ce fait, le « Protocole relatif aux marchandises originaires et en provenance de certains pays et bénéficiant d'un régime particulier à l'importation dans un des États-membres » cesse d'être applicable à ce pays.

Pour ce qui concerne les rapports entre ce pays, d'une part, les États-membres et les territoires d'outre-mer, d'autre part, le régime qui résulte à la date d'entrée en vigueur de la présente Convention et qui résultera par la suite pour les autres pays et territoires d'outre-mer associés de l'application du Traité devient applicable aux Antilles néerlandaises.

OVEREENKOMST

tot wijziging van het Verdrag tot oprichting van de Europese Economische Gemeenschap ten einde de bijzondere associatieregeling van het IV^e deel van het Verdrag op de Nederlandse Antillen van toepassing te doen zijn.

Zijne Majesteit de Koning der Belgen,
De President van de Bondsrepubliek Duitsland,
De President van de Franse Republiek,
De President van de Italiaanse Republiek,
Hare Koninklijke Hoogheid de Groothertogin van Luxemburg,
Hare Majesteit de Koningin der Nederlanden,

Gelet op het Verdrag tot oprichting van de Europese Economische Gemeenschap, getekend te Rome op 25 maart 1957, en op de Verklaring van Intentie betreffende de associatie van de Nederlandse Antillen met deze Gemeenschap, die op diezelfde dag door hun Regeringen is afgelegd en gehecht is aan de Slotakte van de Intergouvernementele Conferentie voor de Gemeenschappelijke Markt en Euratom,

Verlangende voor de economische associatie der Nederlandse Antillen met de Europese Economische Gemeenschap waarom door het Koninkrijk der Nederlanden is verzocht, de speciale regeling volgens het IV^e deel van het Verdrag te laten gelden, aangevuld met bijzondere bepalingen inzake de invoer van in de Nederlandse Antillen geraffineerde aardolieproducten in de Gemeenschap,

Gezien het gunstig advies van de Raad d.d. 22 oktober 1962 na raadpleging van het Europese Parlement en van de Commissie,

Hebben besloten, te dien einde het Verdrag tot oprichting van de Europese Economische Gemeenschap te herzien overeenkomstig artikel 236 hiervan, en hebben daartoe als hun gevolmachtigden aangevoerd :

Zijne Majesteit de Koning der Belgen :

De heer Henry Fayat, Minister, Adjunct voor Buitenlandse Zaken;

De President van de Bondsrepubliek Duitsland :

De heer Rolf Lahr, Staatssecretaris van Buitenlandse Zaken;

De President van de Franse Republiek :

De heer Jean-Marc Boegner, Ambassadeur, Voorzitter van de Franse delegatie bij de Conferentie;

De President van de Italiaanse Republiek :

De heer Carlo Russo, Onderstaatssecretaris van Buitenlandse Zaken;

Hare Koninklijke Hoogheid de Groothertogin van Luxemburg :

De heer Eugène Schaus, Vice-Président van de Regering en Minister van Buitenlandse Zaken;

Hare Majesteit de Koningin der Nederlanden :

De heer H.R. van Houten, Staatssecretaris van Buitenlandse Zaken;

De heer W.F.M. Lampe, Gevolmachtigd Minister der Nederlandse Antillen,

Die, bijeengekomen na oproep van de voorzitter van de Raad der Gemeenschap, en na overlegging van hun in goede en behoorlijke vorm bevonden volmachten,

Overeenstemming hebben bereikt omtrent de volgende bepalingen :

Eerste artikel.

De Nederlandse Antillen worden opgenomen in de lijst van Bijlage IV van het Verdrag tot oprichting van de Europese Economische Gemeenschap. Dientengevolge is het « Protocol betreffende goederen van oorsprong en van herkomst uit bepaalde landen onderworpen aan een bijzondere regeling bij invoer in een van de Lid-Staten » niet langer op dit land van toepassing.

Inzake de betrekkingen tussen dit land enerzijds en de Lid-Staten en Overzeese Gebieden anderzijds, wordt de regeling, die op de datum van inwerkingtreding van deze Overeenkomst uit de toepassing van het Verdrag voortvloeit en die daaruit later voor de andere geassocieerde landen en gebieden overzee zal voortvloeien op de Nederlandse Antillen van toepassing.

Art. 2.

Il est ajouté aux Protocoles annexés au Traité instituant la Communauté Economique Européenne pour faire partie intégrante de celui-ci le Protocole suivant : « Protocole relatif aux importations dans la Communauté Economique Européenne de produits pétroliers raffinés aux Antilles néerlandaises » dont le texte figure en annexe.

Art. 3.

La présente Convention sera ratifiée par les Hautes Parties Contractantes en conformité de leurs règles constitutionnelles respectives. Les instruments de ratification seront déposés auprès du Gouvernement de la République italienne.

La présente Convention entrera en vigueur le premier jour du mois suivant le dépôt de l'instrument de ratification de l'Etat signataire qui procédera le dernier à cette formalité. Toutefois, si ce dépôt a lieu moins de quinze jours avant le début du mois suivant, l'entrée en vigueur de la Convention est reportée au premier jour du deuxième mois suivant la date de ce dépôt.

Art. 4.

La présente Convention, rédigée en un exemplaire unique en langue allemande, en langue française, en langue italienne et en langue néerlandaise, les quatre textes faisant également foi, sera déposée dans les archives du Gouvernement de la République italienne qui remettra une copie certifiée conforme à chacun des Gouvernements des autres Etats signataires.

En foi de quoi, les plénipotentiaires soussignés ont apposé leurs signatures au bas de la présente Convention.

H. FAYAT.
R. LAHR.
J.-M. BOEGNER.
C. RUSSO.
E. SCHAUS.
H.-R. van HOUTEN.
W.-F.-M. LAMPE.

Fait à Bruxelles, le treize novembre mil neuf cent soixante-deux.

Art. 2.

Aan de Protocolen gehecht aan het Verdrag tot oprichting van de Europese Economische Gemeenschap wordt toegevoegd : het « Protocol betreffende de invoer in de Europese Economische Gemeenschap van in de Nederlandse Antillen geraffineerde aardolieproducten », waarvan de tekst in de bijlage is opgenomen, en dat eveneens een integrerend deel van dat Verdrag zal vormen.

Art. 3.

Deze Overeenkomst zal door de Hoge Overeenkomstsluitende Partijen worden bekrachtigd overeenkomstig hun onderscheidene grondwettelijke bepalingen. De akten van bekrachtiging zullen worden nedergelegd bij de Regering van de Italiaanse Republiek.

Deze Overeenkomst treedt in werking op de eerste dag van de maand die volgt op het nederleggen van de akte van bekrachtiging door de ondertekenende Staat die als laatste deze handeling verricht. Indien deze nederlegging echter minder dan vijftien dagen voor het begin van de eerstvolgende maand plaatsvindt, wordt de inwerkingtreding der Overeenkomst verschoven naar de eerste dag van de tweede maand volgende op die nederlegging.

Art. 4.

Deze Overeenkomst, opgesteld in één exemplaar, in de Duitse, de Franse, de Italiaanse en de Nederlandse taal, zijnde de vier teksten gelijkelijk authentiek, zal worden nedergelegd in het archief van de Regering van de Italiaanse Republiek, die een voor eensluidend gewaarmerkt afschrift daarvan toezendt aan de Regeringen der andere ondertekenende Staten.

Ten blijke waarvan de ondergetekende gevolmachtigden hun handtekening onder deze Overeenkomst hebben gesteld.

H. FAYAT.
R. LAHR.
J.-M. BOEGNER.
C. RUSSO.
E. SCHAUS.
H.-R. van HOUTEN.
W.-F.-M. LAMPE.

Gedaan te Brussel, dertien november negentienhonderdtweeënzestig.

P R O T O C O L E

relatif aux importations dans la Communauté Economique Européenne de produits pétroliers raffinés aux Antilles néerlandaises.

Les Hautes Parties Contractantes,

Désirant apporter des précisions sur le régime des échanges applicable aux importations dans la Communauté Economique Européenne de produits pétroliers raffinés aux Antilles néerlandaises,

Sont convenues des dispositions ci-après qui sont annexées à ce Traité :

Article premier.

Le présent Protocole est applicable aux produits pétroliers relevant des positions 27-10, 27-11, 27-12, ex 27-13 (paraffine, cires de pétrole ou de schistes et résidus paraffineux) et 27-14 de la Nomenclature de Bruxelles importés pour la mise à la consommation dans les Etats-membres.

Art. 2.

Les Etats-membres s'engagent à accorder aux produits pétroliers raffinés aux Antilles néerlandaises les avantages tarifaires résultant de l'association de ces dernières à la Communauté, dans les conditions prévues au présent Protocole. Ces dispositions sont valables quelles que soient les règles d'origine appliquées par les Etats-membres.

Art. 3.

1. Lorsque la Commission, sur demande d'un Etat-membre ou de sa propre initiative, constate que les importations dans la Communauté de produits pétroliers raffinés aux Antilles néerlandaises sous le régime prévu à l'article 2 ci-dessus provoquent des difficultés réelles sur le marché d'un ou plusieurs Etats-membres, elle décide que les droits de douane applicables auxdites importations seront introduits, augmentés ou réintroduits par les Etats-membres intéressés, dans la mesure et pour la période nécessaire pour faire face à cette situation. Les taux des droits de douane ainsi introduits, augmentés ou réintroduits ne peuvent pas dépasser ceux des droits de douane applicables aux pays tiers pour ces mêmes produits.

2. Les dispositions prévues au paragraphe précédent pourront être appliquées en tout état de cause lorsque les importations dans la Communauté de produits pétroliers raffinés aux Antilles néerlandaises atteignent deux millions de tonnes par an.

3. Les décisions prises par la Commission en vertu des paragraphes précédents, y compris celles qui tendent à rejeter la demande d'un Etat-membre, sont portées à la connaissance du Conseil. Celui-ci peut s'en saisir à la demande de tout Etat-membre et peut à tout moment les modifier ou les rapporter par décision prise à la majorité qualifiée.

Art. 4.

1. Si un Etat-membre estime que les importations de produits pétroliers raffinés aux Antilles néerlandaises effectuées directement ou à travers un autre Etat-membre sous le régime prévu à l'article 2 ci-dessus provoquent des difficultés réelles sur son marché et qu'une action immédiate est nécessaire pour y faire face, il peut décider de son propre chef d'appliquer à ces importations des droits de douane dont les taux ne peuvent dépasser ceux des droits de douane applicables aux pays tiers pour les mêmes produits. Il notifie cette décision à la Commission qui décide dans un délai d'un mois si les mesures prises par l'Etat peuvent être maintenues, ou doivent être modifiées ou supprimées. Les dispositions de l'article 3, paragraphe 3, sont applicables à cette décision de la Commission.

2. Lorsque les importations de produits pétroliers raffinés aux Antilles néerlandaises effectuées directement ou à travers un autre Etat-membre sous le régime prévu à l'article 2 ci-dessus dans un ou plusieurs Etats-membres de la C.E.E. dépassent pendant une année civile les tonnages indiqués en Annexe au présent Protocole, les mesures éventuellement prises en vertu du paragraphe 1 par ce ou ces Etats-membres pour l'année en cours seront considérées comme légitimes : la Commission, après s'être assurée que les tonnages fixés ont été atteints, prendra acte des mesures prises. En un tel cas les autres Etats-membres s'abstiendront de saisir le Conseil.

P R O T O C O L

betreffende de invoer in de Europese Economische Gemeenschap van in de Nederlandse Antillen geraffineerde aardolieprodukten.

De Hoge Overeenkomstsluitende Partijen,

Verlangende nadere bijzonderheden vast te stellen over de regeling van het handelsverkeer, toepasselijk op de invoer in de Europese Economische Gemeenschap van in de Nederlandse Antillen geraffineerde aardolieprodukten,

Hebben overeenstemming bereikt over de volgende bepalingen welke aan dit Verdrag zijn gehecht :

Eerste artikel.

Dit Protocol is van toepassing op aardolieprodukten die vallen onder de posten 27-10, 27-11, 27-12, ex 27-13 (paraffine, was uit aardoliën of uit lijnsteenoliën, paraffineachtige residuen) en 27-14 van de Naamlijst van Brussel en die worden ingevoerd voor verbruik in de Lid-Staten.

Art. 2.

De Lid-Staten verbinden zich aan in de Nederlandse Antillen geraffineerde aardolieprodukten, overeenkomstig dit Protocol, de tariefvoordelen toe te kennen die voortvloeien uit de associatie van dit land met de Gemeenschap. De bepalingen van dit Protocol gelden ongeacht de regels inzake oorsprong welke door de Lid-Staten worden toegepast.

Art. 3.

1. Wanneer de Commissie op verzoek van een Lid-Staat of op eigen initiatief vaststelt dat de invoer in de Gemeenschap volgens artikel 2 van in de Nederlandse Antillen geraffineerde aardolieprodukten werkelijke moeilijkheden op de markt van een of meer Lid-Staten teweegbrengt, besluit zij dat voor deze invoer door de betrokken Lid-Staten douane-rechten zullen worden ingesteld, verhoogd of weder toegepast, voor zover en voor zo lang als nodig is om aan deze situatie het hoofd te bieden. De aldus ingestelde, verhoogde of weder toegepaste douane-rechten mogen niet hoger zijn dan de douane-rechten die tegenover derde landen voor dezelfde produkten van toepassing zijn.

2. De bepalingen van het voorgaande lid kunnen in ieder geval worden toegepast wanneer de invoer in de Gemeenschap van in de Nederlandse Antillen geraffineerde aardolieprodukten twee miljoen ton per jaar bereikt.

3. De door de Commissie krachtens de voorgaande leden gegeven beschikkingen met inbegrip van die welke strekken tot het afwijzen van een verzoek van een Lid-Staat, worden ter kennis van de Raad gebracht. Deze kan ze op verzoek van elke Lid-Staat in behandeling nemen en kan op elk ogenblik met gekwalificeerde meerderheid van stemmen besluiten ze te wijzigen of in te trekken.

Art. 4.

1. Indien een Lid-Staat oordeelt dat invoer van in de Nederlandse Antillen geraffineerde aardolieprodukten welke rechtstreeks of via een andere Lid-Staat overeenkomstig artikel 2 plaatsvindt, werkelijke moeilijkheden op zijn markt veroorzaakt en dat onmiddellijk optreden noodzakelijk is om daaraan het hoofd te bieden, mag hij op eigen initiatief besluiten, op deze invoer douane-rechten toe te passen die niet hoger zijn dan de douane-rechten die tegenover derde landen voor dezelfde produkten van toepassing zijn. Hij brengt dit besluit ter kennis van de Commissie, die binnen één maand beslist of de door deze Staat getroffen maatregelen mogen worden gehandhaafd, dan wel dienen te worden gewijzigd of opgeheven. Artikel 3, lid 3, is op deze beschikking van de Commissie van toepassing.

2. Wanneer de invoer van in de Nederlandse Antillen geraffineerde aardolieprodukten welke rechtstreeks of via een andere Lid-Staat overeenkomstig artikel 2 plaatsvindt in één of meer Lid-Staten van de E.E.G. gedurende één kalenderjaar de in de Bijlage van dit Protocol vastgestelde hoeveelheden overschrijdt, worden de eventueel krachtens lid 1 door deze Lid-Staat of Lid-Staten getroffen maatregelen voor het lopende kalenderjaar rechtmatig geacht : na zich ervan te hebben overtuigd dat de vastgestelde hoeveelheid is bereikt, neemt de Commissie nota van de getroffen maatregelen. In dit geval zien de andere Lid-Staten ervan af zich tot de Raad te wenden.

Art. 5.

Si la Communauté décide d'appliquer des restrictions quantitatives aux importations de produits pétroliers de toute provenance, celles-ci pourront être également appliquées aux importations de ces produits en provenance des Antilles néerlandaises. En pareil cas, un traitement préférentiel par rapport aux pays tiers sera assuré aux Antilles néerlandaises.

Art. 6.

1. Les dispositions prévues aux articles 2 à 5 seront révisées par le Conseil, statuant à l'unanimité après consultation de l'Assemblée et de la Commission, lors de l'adoption d'une définition commune de l'origine pour les produits pétroliers en provenance des pays tiers et des pays associés ou lors de décisions prises dans le cadre d'une politique commerciale commune pour les produits en cause ou lors de l'établissement d'une politique énergétique commune.

2. Toutefois, lors d'une telle révision, des avantages de portée équivalente devront en tout cas être maintenus aux Antilles néerlandaises sous une forme appropriée et pour une quantité d'au moins deux millions et demi de tonnes de produits pétroliers.

3. Les engagements de la Communauté relatifs aux avantages de portée équivalente mentionnés au paragraphe 2 du présent article pourront faire, en cas de besoin, l'objet d'une répartition par pays en tenant compte des tonnages indiqués dans l'Annexe au présent Protocole.

Art. 7.

Pour l'exécution du présent Protocole, la Commission est chargée de suivre le développement des importations dans les Etats-membres de produits pétroliers raffinés aux Antilles néerlandaises. Les Etats-membres communiquent à la Commission, qui en assure la diffusion, toutes informations utiles à cet effet, selon les modalités administratives qu'elle recommande.

En foi de quoi, les plénipotentiaires soussignés ont apposé leurs signatures au bas du présent Protocole.

H. FAYAT.
R. LAHR.
J.-M. BOEGNER.
C. RUSSO.
E. SCHAUS.
H.-R. van HOUTEN.
W.-F.-M. LAMPE.

Fait à Bruxelles, le treize novembre mil neuf cent soixante-deux.

Art. 5.

Indien de Gemeenschap besluit kwantitatieve beperkingen toe te passen op de invoer van aardolieprodukten, ongeacht de herkomst daarvan, mogen deze ook worden toegepast op de invoer van die produkten uit de Nederlandse Antillen. In dat geval wordt aan de Nederlandse Antillen een voorkeursbehandeling ten opzichte van derde landen gewaarborgd.

Art. 6.

1. De bepalingen van artikel 2 t/m 5 worden door de Raad, met eenparigheid van stemmen na raadpleging van het Europese Parlement en van de Commissie herzien bij de aanvaarding van een gemeenschappelijke definitie van de oorsprong voor aardolieprodukten afkomstig uit derde en geassocieerde landen, bij het nemen van besluiten in het kader van een gemeenschappelijke handelspolitiek voor de betrokken produkten, of bij de opstelling van een gemeenschappelijk energiebeleid.

2. Bij deze herziening dienen evenwel in ieder geval voor de Nederlandse Antillen in een passende vorm gelijkwaardige voordelen voor een hoeveelheid van tenminste twee en een half miljoen ton aardolieprodukten te worden gehandhaafd.

3. De verplichtingen van de Gemeenschap betreffende de in lid 2 genoemde gelijkwaardige voordelen kunnen zo nodig over de landen verdeeld worden, waarbij met de in de Bijlage van dit Protocol vermelde hoeveelheden, rekening wordt gehouden.

Art. 7.

In verband met de uitvoering van dit Protocol dient de Commissie het verloop van de invoer van in de Nederlandse Antillen geraffineerde aardolieprodukten in de Lid-Staten te volgen. Deze brengen alle daartoe dienstige gegevens volgens de door de Commissie aanbevolen administratieve voorschriften te harer kennis; zij zorgt voor de verspreiding daarvan.

Ten blijke waarvan de ondergetekende gevolmachtigden hun handtekening onder dit Protocol hebben gesteld.

H. FAYAT.
R. LAHR.
J.-M. BOEGNER.
C. RUSSO.
E. SCHAUS.
H.-R. van HOUTEN.
W.-F.-M. LAMPE.

Gedaan te Brussel, dertien november negentienhonderdtweeënzestig.

ANNEXE AU PROTOCOLE.

Pour la mise en œuvre du paragraphe 2 de l'article 4 du Protocole relatif aux importations dans la Communauté Economique Européenne de produits pétroliers raffinés aux Antilles néerlandaises, les Hautes Parties Contractantes ont décidé que la quantité de deux millions de tonnes de produits pétroliers antillais sera répartie comme suit entre les Etats-membres :

Allemagne	625 000 tonnes.
Union Economique Belgo-Luxembourgeoise	200 000 tonnes.
France	75 000 tonnes.
Italie	100 000 tonnes.
Pays-Bas	1 000 000 tonnes.

ACTE FINAL.

Les plénipotentiaires

De Sa Majesté le Roi des Belges,
Du Président de la République Fédérale d'Allemagne,
Du Président de la République Française,
Du Président de la République Italienne,
De Son Altesse Royale la Grande-Duchesse de Luxembourg,
De Sa Majesté la Reine des Pays-Bas,

réunis à Bruxelles le 13 novembre 1962 en Conférence des Représentants des Gouvernements des Etats-membres aux fins de la révision selon les termes de l'article 236 du Traité instituant la Communauté Economique Européenne,

Ont pris acte des textes ci-après :

- projet soumis au Conseil le 4 juin 1962 par le Gouvernement du Royaume des Pays-Bas tendant à une révision du Traité en vue de rendre applicable aux Antilles néerlandaises le régime spécial d'Association défini dans la IV^e partie du Traité,
- avis adopté par l'Assemblée le 19 octobre 1962,
- avis en date du 10 septembre 1962 de la Commission de la Communauté Economique Européenne,
- avis favorable en date du 22 octobre 1962 du Conseil de la Communauté Economique Européenne en vue de la réunion d'une Conférence des Représentants des Gouvernements des Etats-membres pour l'Association des Antilles néerlandaises à la Communauté Economique Européenne.

Ont arrêté les textes ci-après :

- Convention portant révision du Traité instituant la Communauté Economique Européenne en vue de rendre applicable aux Antilles néerlandaises le régime spécial d'Association défini dans la IV^e partie de ce Traité,
- Protocole relatif aux importations dans la Communauté Economique Européenne de produits pétroliers raffinés aux Antilles néerlandaises et Annexe à ce Protocole.

Au moment de signer ces textes, la Conférence a adopté les déclarations ci-après :

- *Déclaration relative au régime des échanges entre les Antilles néerlandaises et les Etats d'outre-mer associés :*

Les Représentants des Gouvernements des Etats-membres sont d'accord pour constater, vu l'avis soumis au Conseil par la Commission, que le régime des relations commerciales entre les Antilles néerlandaises et les Etats d'outre-mer associés sera défini en accord avec ces Etats.

- *Déclaration relative au régime définitif des importations dans la Communauté des produits pétroliers raffinés aux Antilles néerlandaises :*

Les Représentants des Gouvernements des Etats-membres conviennent qu'à l'occasion de la fixation du régime définitif prévu par l'article 6 du Protocole relatif aux importations dans la Communauté Economique Européenne, de produits pétroliers raffinés aux Antilles néerlandaises,

BIJLAGE BIJ HET PROTOCOL.

Voor de toepassing van artikel 4, lid 2, van het Protocol betreffende de invoer in de Europese Economische Gemeenschap van in de Nederlandse Antillen geraffineerde aardolieproducten hebben de Hoge Overeenkomstsluitende Partijen besloten dat de hoeveelheid van twee miljoen ton Antilliaanse aardolieproducten als volgt over de Lid-Staten wordt verdeeld :

Duitsland	625 000 ton.
Belgisch-Luxemburgse Economische Unie	200 000 ton.
Frankrijk	75 000 ton.
Italië	100 000 ton.
Nederland	1 000 000 ton.

SLOTAKTE.

De gevolmachtigden van
Zijne Majesteit de Koning der Belgen,
De President van de Bondsrepubliek Duitsland,
De President van de Franse Republiek,
De President van de Italiaanse Republiek,
Hare Koninklijke Hoogheid de Groothertogin van Luxemburg,
Hare Majesteit de Koningin der Nederlanden,

te Brussel bijeen op 13 november 1962 in de Conferentie van Vertegenwoordigers van de Regeringen der Lid-Staten, met het oog op herziening van het Verdrag tot oprichting van de Europese Economische Gemeenschap overeenkomstig artikel 236 daarvan,

Hebben nota genomen van de volgende teksten :

- het op 4 juni 1962 door de Regering van het Koninkrijk der Nederlanden aan de Raad voorgelegde ontwerp houdende herziening van het Verdrag, ten einde de bijzondere Associatieregeling van het IV^e deel van het Verdrag op de Nederlandse Antillen van toepassing te doen zijn,
- het op 19 oktober 1962 door het Europese Parlement uitgebrachte advies,
- het advies d.d. 10 september 1962 van de Commissie der Europese Economische Gemeenschap,
- het gunstig advies d.d. 22 oktober 1962 van de Raad der Europese Economische Gemeenschap over het bijeenroepen van een Conferentie van Vertegenwoordigers van de Regeringen der Lid-Staten voor de Associatie van de Nederlandse Antillen met de Europese Economische Gemeenschap

Hebben de volgende teksten vastgesteld :

- Overeenkomst tot wijziging van het Verdrag tot oprichting van de Europese Economische Gemeenschap ten einde de bijzondere Associatieregeling van het IV^e deel van het Verdrag op de Nederlandse Antillen van toepassing te doen zijn,
- Protocol betreffende de invoer in de Europese Economische Gemeenschap van in de Nederlandse Antillen geraffineerde aardolieproducten en Bijlage bij dit Protocol.

Ter gelegenheid van de ondertekening van deze teksten heeft de Conferentie de volgende verklaringen aangenomen :

- *Verklaring inzake de regeling voor het handelsverkeer tussen de Nederlandse Antillen en de geassocieerde Overzeese Staten :*

De Vertegenwoordigers van de Regeringen der Lid-Staten stellen, gezien het advies van de Commissie aan de Raad, in onderlinge overeenstemming vast, dat de regeling voor de handelsbetrekkingen tussen de Nederlandse Antillen en de geassocieerde Staten Overzee in overeenstemming met deze Staten zal worden bepaald.

- *Verklaring betreffende de definitieve regeling voor de invoer in de Gemeenschap van in de Nederlandse Antillen geraffineerde aardolieproducten :*

De Vertegenwoordigers van de Regeringen der Lid-Staten komen overeen dat bij de vaststelling van de definitieve regeling bedoeld in artikel 6 van het Protocol betreffende de invoer in de Europese Economische Gemeenschap van in de Nederlandse Antillen geraffineerde

il sera tenu compte de la nécessité d'assurer un traitement équivalent aux Antilles néerlandaises et aux autres pays et territoires d'outre-mer associés en vertu de la IV^e partie du Traité instituant la Communauté.

En foi de quoi les plénipotentiaires soussignés ont apposé leurs signatures au bas du présent Acte final.

H. FAYAT.
R. LAHR.
J.-M. BOEGNER.
C. RUSSO.
E. SCHAUS.
H.-R. van HOUTEN.
W.-F.-M. LAMPE.

Fait à Bruxelles, le treize novembre mil neuf cent soixante-deux.

aardolieprodukten, rekening zal worden gehouden met de noodzaak de Nederlandse Antillen en de andere krachtens deel IV van het Verdrag tot oprichting van de Gemeenschap geassocieerde landen en gebieden overzee een gelijkwaardige behandeling te verzekeren.

Ten blijke waarvan de ondergetekende gevolmachtigden hun handtekening onder deze Slotakte hebben gesteld.

H. FAYAT.
R. LAHR.
J.-M. BOEGNER.
C. RUSSO.
E. SCHAUS.
H.-R. van HOUTEN.
W.-F.-M. LAMPE.

Gedaan te Brussel, dertien november negentienhonderdtweeënzestig.